



Le 5 juillet 2013

Madame la Ministre, Madame la présidente, Mesdames, Messieurs

L'installation du Conseil national du sport, lieu affirmé de concertation et d'écoute, aurait dû être pour le mouvement sportif et pour le CNOSF qui en est sa représentation nationale, l'occasion d'exprimer sereinement ses attentes et sa volonté de travail en partenariat avec les autres acteurs.

La mise en place de ce conseil arrive à un moment charnière où il convient de s'accorder sur ce que sous-entend le mot de concertation et ce qu'il engendre comme suites. Il ne suffit pas de réunir des personnes pour exprimer que la concertation a eu lieu, celle-ci n'a d'intérêt que si les décisions prennent en considération les propositions d'action formulées. Son efficacité est donc liée à la capacité de partage du pouvoir décisionnel.

Les différentes propositions formulées jusqu'ici par le CNOSF, qui s'inscrivaient dans le cadre des engagements du candidat François HOLLANDE, ont toutes été classées sans suite ou sans moyens. Cette situation illustre les limites du modèle sportif français et l'absolue nécessité de le faire évoluer.

Je tiens à exprimer ici une position largement partagée par les personnes présentes en séminaire ces deux jours à la maison du sport français et issues de 62 fédérations sportives.

Nous savons la situation économique du pays mais nous disons aussi que l'on ne pourra pas maintenir la mobilisation du mouvement sportif au service de ses actions d'intérêt général si on ne répartit pas autrement les moyens. Cela suppose une remise en cause du fonctionnement du sport, une véritable clarification des rôles et une répartition des responsabilités s'inscrivant dans le principe de subsidiarité voulu et recommandé à l'échelle européenne.

En ne participant pas à l'installation du CNS, nous voulons montrer unité et détermination pour que le mouvement sportif français, premier des mouvements associatifs, fort de ses 180 000 clubs rassemblés dans 89 fédérations, animés par 3 millions de bénévoles, puisse exercer au mieux les missions et les responsabilités qui sont les siennes, comme l'illustre son histoire depuis 1894.

Nous participerons aux prochains travaux de concertation, comme nous l'avons toujours fait, avec sérieux et volonté d'entreprendre. Nous espérons que nous serons non seulement écoutés mais aussi entendus.